

RESUME : En RDC, l'affaire de la mutinerie du M23 continue – et continuera encore – à occuper le centre de l'actualité. Après avoir échoué à reprendre la cité de Sake, 3.500 éléments des FARDC se sont repliés à Minova proche de la frontière avec le Sud Kivu où ils ont commis des pillages, des vols et des réquisitions forcées ([RDC_3](#)) ([RDC_4](#)). Le nouveau commandant des Forces terrestres, qui remplace le général Amisi accusé de trafic d'armes par le Groupe d'experts des N.U., suspendu de ses fonctions mais qui ne pourra être traduit devant l'auditorat militaire lequel ne dispose d'aucun gradé du même rang ([RDC_1](#)) ([RDC_25](#)), est venu inspecter les troupes et appeler à la discipline ([RDC_10](#)). Toujours pour ce qui regarde l'armée, on notera que le commandant de la 9^{ème} région militaire du Nord Kivu, Jean-Claude Kifwa, cité lui aussi dans le rapport du Groupe d'experts des N.U., se défend catégoriquement d'être impliqué également dans un trafic d'armes avec des groupes armés, dont celui du chef de guerre Morgan ([RDC_2_1](#)).

Dans la foulée d'une rencontre à Kampala entre les chefs militaire et politique du M23 et le président congolais, qui a démenti avoir rencontré le second ([RDC_6](#)) ([RDC_9](#)) ([RDC_33](#)), les armes se sont provisoirement tues. Une rencontre à huis clos s'est tenue à Kampala entre Joseph Kabila et Paul Kagame, tandis qu'une réunion du CIRGL, tenue sans la présence du Chef d'Etat rwandais, a abouti à un accord selon lequel le M23 doit se retirer dans les 48 heures de Goma et se replier sur ses bases en échange d'un engagement de la RDC à discuter des griefs du M23 : il est aussi convenu que la MONUSCO occupera une zone neutre entre les positions tenues au préalable par les mutins et la ville de Goma, étant entendu qu'une force tripartite, composée d'une « force neutre » (?), des FARDC et des mutins, serait déployée à l'aéroport ([RDC_28](#)) ([RDC_29](#)) ([RDC_32](#)).

Dans le contexte de cet accord, des divergences de vue ou des tonalités différentes sont apparues dans le chef du leader politique du M23 et de la branche militaire du mouvement. Le premier, qui entend tout faire pour se rendre populaire et maintenir son emprise sur l'administration de la ville, y compris en cooptant des responsables et des membres locaux du parti présidentiel, a poussé ses exigences politiques toujours plus loin avant de quitter Goma, tandis que la seconde acceptait le retrait de Goma lequel ne se produirait cependant pas avant la fin de la semaine pour des raisons logistiques ([RDC_8](#)) ([RDC_12](#)) ([RDC_16](#)) ([RDC_17](#)) ([RDC_21](#)). Pendant ce temps, les FARDC, qui avaient abandonné un matériel militaire important à Goma avant de la désertir ([RDC_14](#)), menaçaient le M23 de prendre d'assaut la ville qui aurait été également pillée par les mutins, y compris le siège local de la Banque centrale,

et où le petit commerce reprenait vie, mais pas les banques, les activités humanitaires et de nombreuses entreprises ([RDC_13](#)) ([RDC_15](#)). Les forces armées congolaises, qui ont connu une nouvelle défection d'un colonel au Sud Kivu ([RDC_5](#)), annonçaient aussi une offensive, qui ne fut pas confirmée, dans le territoire de Masisi qui n'avait plus aucune protection militaire et qui est en proie à une insécurité dramatique du fait des exactions commises par les bandes armées (Maï-Maï Cheka, APCLS, etc.) ([RDC_18](#)) ([RDC_19](#)).

Aux alentours du 28 novembre, le chef des opérations de maintien de la paix à l'ONU annonçait que les mutins commençaient à évacuer Goma ([RDC_20](#)), retrait qui aurait du avoir lieu le 26, tandis qu'un colonel du M23 évoquait la date du 29 pour un retrait gradué qui commencerait par le territoire de Masisi pour s'achever par Goma ([RDC_22](#)). Le jour même toutefois, le porte-parole militaire du M23 évoquait la date du lendemain pour le début du retrait, retrait qui devrait être observé par les chefs d'Etat-major des pays des Grands Lacs : certains témoins locaux, qui constataient la présence de nombreux mutins dans la ville, restaient sceptiques sur l'effectivité de ce retrait et sur la suite ([RDC_22_1](#)). Le jour du départ prévu des mutins, près de 300 policiers sont arrivés à Goma pour assurer la protection de la ville, les FARDC devant se redéployer le lendemain dans la ville et à l'aéroport ([RDC_22_2](#)).

Su le plan politique, les membres de l'opposition au Parlement divergent sur la question des négociations avec le M23 : un député de l'Assemblée nationale, où une interpellation du gouvernement a été rejetée, les estime « inadmissibles » ([RDC_23](#)). Par contre, onze sénateurs de l'opposition appellent à des « négociations républicaines » ([RDC_24](#)). Par ailleurs, le parti du fils de Mobutu, l'UDEMO, demande la démission du président Kabila suite à son « incapacité » à diriger le pays en ce temps de crise ([RDC_24_2](#)). En définitive, la majorité parlementaire à l'Assemblée nationale a refusé le débat, tandis que le Premier ministre rassurait les députés quant à la capacité des FARDC à défendre le pays et que le ministre des Affaires étrangères estimait que le gouvernement avait respecté tous les accords passés en mars 2009 ([RDC_24_1](#)).

Sur le plan diplomatique, on note des inflexions différentes, voire contradictoires. Si la Haute Représentante aux relations extérieures de l'UE, Catherine Ashton, salue la rencontre entre Kabila et Kagame à Kampala comme un « fait important » ([RDC_27](#)), le Secrétaire général des N.U. exige que le M23 quitte non seulement Goma, mais dépose les armes ([RDC_31](#)), alors que l'Union africaine plaide pour une force neutre qui n'a pas encore commencé à se matérialiser ([RDC_34](#)). Du côté américain, où l'on est resté silencieux jusqu'ici et où un analyste rend compte de la position très ambiguë de l'ambassadrice des Etats-Unis aux N.U., Susan Rice, un émissaire américain va se joindre à des homologues britannique et français pour tenter de désamorcer la crise

([RDC_35](#)), tandis que la cheffe du Département d'Etat, Hillary Clinton, condamne tout soutien extérieur au M23 sans nommer le Rwanda ([RDC_39](#)). À Bruxelles, où une nouvelle manifestation contre le président Kabila a eu lieu ([RDC_30](#)), le ministre des Affaires étrangères, recevant une délégation de femmes de la diaspora congolaise, s'est déclaré favorable à des sanctions contre le M23, à un renforcement des effectifs de la MONUSCO et à une révision de son mandat pour la rendre plus offensive. Selon lui, les sanctions éventuelles contre le Rwanda relèvent du Conseil de Sécurité ([RDC_37](#)). En ce qui concerne la MONUSCO, celle-ci a pu évacuer de Goma 22 avocats menacés de mort, mais pas leur famille : elle n'a toutefois pas apporté de précisions sur la protection locale des personnes menacées ([RDC_11](#)), le chef de la police des casques bleus s'étant engagé à veiller « avec détermination » à la protection de la société civile ([RDC_7](#)). Par ailleurs, on annonce que la MONUSCO pourrait utiliser des drones français et américains, mais cette utilisation sera controversée par certains pays : elle compte aussi renforcer ses effectifs qui seraient portés à 19.500 hommes au lieu de 17.000 actuellement ([RDC_2](#)). De son côté, le Représentant du Secrétaire général des N.U., Roger Meece, s'est élevé contre les accusations lancées contre la MONUSCO qui n'est pas, selon ses dires, une force armée, mais une force de paix, alors qu'une analyse fait état de la banqueroute de la politique militaire internationale dans un cas comme celui de la RDC et que le chef d'Etat major de la force a déclaré avoir utilisé des armes pour empêcher la chute de Goma ([RDC_36](#)). Du côté du Conseil de Sécurité, ses membres ont réitéré non seulement l'embargo sur les armes à tous les groupes rebelles et donc aussi au M23, mais ont renouvelé les sanctions à l'encontre du principal dirigeant des mutins avec lequel les autorités congolaises sont pourtant censées négocier en vertu du dernier accord de la CIRGL à Kampala ([RDC_38](#)) ([RDC_39](#)) ([RDC_40](#)).

Du côté du Rwanda enfin, l'armée affirme que des combats ont eu lieu dans la préfecture de Gisenyi avec les FDLR venus de l'est de la RDC, une information qui est contestée par certains observateurs ([RWA_1](#)). Par ailleurs, un journal britannique et la BBC livrent des interviews de militaires rwandais et de rebelles congolais sur le soutien effectif du Rwanda au M23 ([RWA_2](#)), tandis qu'un opposant à Kagame, qui a quitté son pays depuis deux ans, affirme que la Grande-Bretagne finance non pas le Rwanda, mais son dictateur. De son côté, l'ancien Premier ministre Tony Blair, qui a toujours été un proche du président Kagame, déclare que le Rwanda ne doit pas souffrir des « jeux politiques » auxquels se livrent la RDC ([RWA_3](#)), alors que, dans le même temps, la ministre du Développement décidait de ne pas verser la prochaine tranche d'appui budgétaire du fait des présomptions d'appui au M23 qui pèsent sur le Rwanda ([RWA_4](#)).

Sur le plan de la justice, le procès en appel concernant l'assassinat de Floribert

Chebeya a été interrompu une nouvelle fois, les parties civiles demandant que les accusés en fuite puissent comparaître ([RDC_26](#)).